

COMBAT OUVRIER



SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe
Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE ** PARAIT MERCREDI & SAMEDI PRIX: 0,30 F

MERCREDI 20 FEVRIER 1975

EDITORIAL GUADELOUPE

LA GAUCHE AU CONSEIL RÉGIONAL. LES CHOSES VONT-ELLES CHANGER ?

La radio et la télévision ont fait grandement état de l'élection du bureau du conseil régional de la Guadeloupe qui vient d'avoir lieu.

C'est l'union de la gauche qui, par 27 voix contre 9 à l'UDR a remporté l'élection. Pierre Mathieu fut élu président du conseil régional, assisté de Gérôme Cléry (maire de Basse-Terre, P.C.G.), Abdou Saman (maire de Morne à l'Eau, parti socialiste), Félix Choisy (Mouvement socialiste) respectivement 1er, 2ème, 3ème vice-président. De même, il y a quelque temps, l'union de la gauche l'avait emporté à la commission départementale.

Est-ce là un phénomène de nature à changer la situation politique et sociale de la Guadeloupe ? En aucun cas. Les socialistes et les communistes ne feront que se retrouver à la tête d'une des institutions nouvelles de l'état bourgeois colonialiste dans le cadre de la régionalisation contre laquelle, du temps de De Gaulle, ces mêmes socialistes et communistes avaient fait campagne lors d'un référendum.

La gauche croit peut être que c'est lorsqu'elle aura la majorité dans la plupart des institutions bourgeoises que les choses changeront. Rappelons qu'il y a longtemps que le conseil général de la Guyane par exemple, en majorité de gauche a pris position pour l'autonomie de ce pays et que jusqu'à présent, la situation est restée la même. Et, si nous remontons dans le temps, en France même, les exemples de gouvernements "de gauche" qui n'ont jamais rien changé au sort des travailleurs ne manquent pas.

Tout au plus, nos dirigeants socialistes et communistes feront passer de petites réformes ridicules qui ne changeront rien à rien, en faisant croire aux travailleurs qu'il s'agit là de grandes victoires. En fait, il ne feront que donner plus de garanties aux préfets, gouvernements et bourgeois locaux quant à leurs capacités à "mieux gérer" peut être que l'UDR les affaires du conseil régional. Mais de cela, les travailleurs se moquent éperdument ! Ce qu'ils réclament, c'est du travail pour tous, des augmentations de salaire importantes, la terre aux paysans, la fin de la misère, de l'exploitation, la disparition des forces de répression coloniales, CRS, képis rouges et autres mercenaires. Et suite au verso

MARTINIQUE LA GRÈVE DU BATIMENT

Le samedi 15, les patrons convoquaient par l'intermédiaire de l'inspection du travail, les syndicats aux négociations. Les syndicats y allèrent accompagnés de 200 travailleurs venus écouter les propositions patronales. Quelle ne fut pas leur surprise de voir que les patrons refusaient de discuter le paiement des jours de grève, renvoyaient à plus tard les autres revendications, et maintenaient leur position de 7,09 f en juillet. Les travailleurs en colère menaçaient de séquestrer les patrons et pour s'en aller ceux-ci durent attendre le départ des travailleurs pour la maison des syndicats où devait se dérouler vers 19 h leur assemblée générale.

Quoiqu'il en soit, lundi matin, une foule plus nombreuse encore que les autres jours se pressait à la maison des syndicats, et vers 10h, 500 travailleurs se retrouvaient dans la manifestation qui devait durer 2 heures à Fort-de-France et aussi à Ste Thérèse.

Les travailleurs reprenaient leurs slogans : "ki yo lé, ki yo lé pas, fok lé patron payé", 7,09 F sans étapes, paiement des jours de grève". La police avait délégué cette fois, 2 fourgonnettes

pour encadrer la manifestation. Lors de l'assemblée générale qui a suivi, les dirigeants du comité de grève ont réaffirmé la nécessité de lutter et s'organiser pour faire triompher les revendications des travailleurs. Ainsi un des responsables réaffirmait qu'il ne fallait plus discuter avec les patrons sur les 7,09 F et toutes les autres revendications. A un camarade qui disait que c'est l'intersyndicale qui doit diriger la grève, un des membres du comité de grève répliqua fort justement que la direction de la grève, c'est le comité de grève, et qu'il faut le renforcer. Il y a eu aussi des propositions concrètes de débauchage et d'animation de la grève à partir du mardi 18 février.

La grève continue donc :

- pour les 7,09 F,
- pour le paiement des jours de grève,
- pour le refus de tout licenciement pour l'année en cours,
- pour la révision des classifications,
- pour la révision de la hausse des prix avec les patrons.

RENAULT UNE VICTOIRE DES TRAVAILLEURS

Depuis le lundi 10 février, 400 caristes (conducteurs de chariot) étaient en grève à Renault-Billancourt. Leur revendication essentielle : la suppression des deux catégories qui permettent à la direction de payer différemment les ouvriers pour le même travail. Par ailleurs une augmentation du salaire horaire allant de 30 à 48 centimes (ce qui égaliserait les salaires).

La direction a dans un premier temps refusé, proposant 18 centimes d'augmentation, pour ceux de la catégorie "supérieure" (P1) et d'amener ceux de la catégorie moyenne à l'actuel niveau des P1 (ce qui maintient donc la division).

Les syndicats ont accepté, à condition que cette mesure s'étende aux caristes de toutes les usines Renault (le Mans, etc...).

Refus de la direction, qui tente vendredi un coup de force en mettant en "chomage technique" 4.000 ouvriers. Mais devant la détermination des travailleurs qui ont bloqué certaines entrées pour empêcher la venue des briseurs de grève, la direction de Renault finissait par céder ce lundi 17 février.

Cette lutte et cette victoire, même si elles sont limitées, prouvent que les travailleurs, s'ils sont déterminés, peuvent faire reculer les patrons. Elle est de bon augure pour l'année 1975, où les travailleurs devront sans doute se battre durement pour faire payer aux patrons les conséquences d'une crise dont ils sont les seuls responsables.

LES NÉGOCIATIONS A LA POINTE DE JAHAM grève du bâtiment

C'est au centre professionnel de la Pointe de Jaham que se sont déroulées, samedi 15, les négociations entre le syndicat des patrons et les représentants des ouvriers. Pour bien montrer aux patrons leur détermination, 200 travailleurs environ, accompagnaient avec banderoles et pancartes leurs représentants. D'emblée la patronat essaya de mener toutes les discussions uniquement sur les revendications de salaire. Mais les représentants des travailleurs refusèrent. Et quand, à la fin de la séance les travailleurs apprirent que les patrons n'avaient rien lâché, leur colère éclata. Ils fermèrent pendant un moment les portails de l'établissement où se déroulaient les négociations, empêchant ainsi les patrons de sortir...

GUADELOUPE :

CANNE : RIEN N'EST ENCORE RÉGLÉ

Jusqu'à ce jour, et alors que l'on parle déjà de la prochaine récolte, rien n'est réglé en ce qui concerne le prix de la tonne de canne pour l'année 1974. Les petits planteurs par l'intermédiaire de leurs syndicats USFC et UPG réclament 100 frs pour la tonne de canne de 1974. Pour l'instant, ils n'ont touché qu'un acompte de 67,00 F et 5,00 F de ristourne par tonne. Mais, cela ne fait pas le compte, car les petits planteurs s'aperçoivent qu'ils vendent ainsi leur canne à perte. C'est un véritable vol de la part des usiniers soutenus par l'administration préfectorale, donc par le gouver-

nement colonialiste.

Dans ces conditions, il est fort probable, que l'ouverture de la récolte 75 soit fortement perturbée. Les petits planteurs n'accepteront pas d'être trompés plus longtemps, eux qui sont perpétuellement endettés, qui vivent dans la misère, dont le travail de bête de somme qu'ils fournissent n'est même pas compensé par des gains leur permettant de mener une vie décente.

Ils sauront, dans les jours qui viennent, entrer en lutte farouchement contre les usiniers et l'administration coloniale.

L'ÉRYTHRÉE L'ARMÉE ÉTHIOPIENNE TENUE EN RESPECT

Après une courte interruption, les combats ont repris à Asmara, capitale de l'Érythrée, entre les forces du Front de libération de l'Érythrée (FLE) et l'armée éthiopienne dirigée par des militaires soi-disants "progressistes".

Ces combats, d'une grande violence, ne tournent pour l'instant nullement à l'avantage de l'armée éthiopienne, et ce malgré la répression féroce qu'elle exerce sur la population. Jeudi 10, le FLE bloquait toutes les voies d'accès à la ville, et ce n'est que le lendemain que l'armée éthiopienne réussit à dégager la route reliant Asmara à Addis-Abébé, la capitale éthiopienne.

En fait, les forces du FLE bénéficient du soutien de l'immense majorité de la population érythréenne, et même de la neutralité bienveillante de la police militaire locale ; cela, allié au fait qu'ils reçoivent des armes de la Libie, entre autres, permet aux insurgés érythréens de tenir en échec les militaires éthiopiens.

L'organisation de l'Unité Africaine (OJA) devant se réunir à Addis-Abéba ce mois-ci, on parle de l'éventualité d'une offensive de plus grande envergure de la part du FLE, afin de forcer les états africains à prendre position sur le problème de l'indépendance de l'Érythrée.

Quelle que soit l'évolution immédiate de la situation, on peut être certain en tout cas que les militaires éthiopiens ne sont pas au bout de leurs peines, et que, tant qu'ils n'auront pas accordé à l'Érythrée son indépendance, ils se trouveront immobilisés dans un guépier qui risque de s'étendre, puisque d'autres provinces de l'Éthiopie semblent prêtes à faire sécession sous la conduite d'anciens féodaux.

Les révolutionnaires, fidèles au principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, ne peuvent qu'accorder leur soutien au peuple érythréen en lutte pour sa libération, quelles que soient les réserves que l'on puisse émettre sur la politique du FLE.

SOFROI : NON AUX MESURES ARBITRAIRES

Vendredi dernier un petit chef, responsable de la congélation du cash, réprimandait un de nos camarades contrôleur criant sur lui devant les clients du

cash, parce que celui-ci avait oublié de contrôler une marchandise.

A juste raison, notre camarade n'accepta pas de se faire traiter comme "un petit garçon" même s'il avait commis une erreur et il envoya le petit chef promener.

Aussitôt celui-ci courut voir le chef du personnel qui donna au contrôleur un avertissement.

De telles mesures de répression à la Sofroi sont intolérables. Un avertissement, c'est une porte ouverte au licenciement et ne laissent pas les patrons se servir de cette menace pour un oui ou un non.

SOCIÉTÉ DRAGAGE EN MARTINIQUE des conditions de travail scandaleuses

Sur le chantier de la rivière Madame à Fort de France, nous sommes une trentaine d'ouvriers à daller le lit du canal. Nos conditions de travail sont déplorable. Quand il pleut, pour nous éviter d'arrêter le travail, la direction nous donne un imperméable qu'elle nous reprend sitôt la cessation de la pluie. Comme nous nous travaillons toute la journée dans la boue, la direction nous donne une paire de semi-bottes qui nous arrivent à la hauteur du mollet. Mais ces bottes sont non seulement trop courtes, car nous sommes enfoncés jusqu'aux genoux dans la vase, mais encore trop peu solides, car elles s'usent au bout d'un mois. La direction nous les donne une fois pour toutes. N'ayant pas de combinaisons de protection, tout notre corps est toujours éclaboussé de boue, et cela porte gravement atteinte à notre santé, cette rivière étant très polluée : c'est elle qui charrie tous les déchets qui proviennent de l'hôpital civil et autres établissements privés. Il n'y a pas de gants et les heures supplémentaires sont courantes sur le chantier. Et, pour couronner le tout, il y a des petits chefs qui nous demandent de leur faire du travail personnel (laver leurs voitures par exemple). Cette situation a assez duré et nous ne tarderons pas à nous organiser pour obliger les patrons à améliorer nos conditions de travail.

Directeur de publication : M.E. ZAZOR
Commission paritaire N° 51.728
Ronéo du journal : Pointe-à-Pitre
Correspondance : G. BEAUJOUR
B.P. 214 P.à.P.
B.P. 386 F.d.F.
Supplément au N° 46

EDITORIAL (suite)

cela, aucun conseil régional, fût-il dirigé par une majorité de gauche ne pourra le leur donner. Seule une lutte révolutionnaire pourra changer le sort des travailleurs de ce pays, lutte qui devra aboutir à la disparition du pouvoir colonial, c'est-à-dire à l'indépendance, à la fin de la domination de quelques familles puissantes et de riches sociétés anonymes, et au pouvoir des travailleurs.

LAMENTIN (GUADELOUPE)

L'APRÈS MIDI CULTURELLE DE COMBAT OUVRIER

L'après-midi culturelle organisé par Combat Ouvrier et des travailleurs de l'usine de Grosse-Montagne, était fixée au dimanche 16 février.

Dès 15 h30, de nombreux jeunes, femmes et travailleurs prenaient place dans la Salle des Fêtes du Lamentin et c'est environ 150 personnes qui assistèrent aux manifestations culturelles.

Après une brève introduction d'un camarade de Combat Ouvrier remplaçant cette après-midi dans le cadre des luttes des travailleurs de Grosse-Montagne mais aussi des autres secteurs, contre l'exploitation capitaliste et contre le colonialisme, et en particulier contre l'oppression culturelle, la troupe Poulbois nous présenta sa pièce.

"Espoir" adaptation d'une pièce du martiniquais Boukman, c'est la lutte des travailleurs contre le colonialisme. Les applaudissements de la salle fusèrent à tous les passages stigmatisant le colonialisme.

Après un court débat, un jeune récita des poèmes puis un autre donna quelques airs de biguine à la guitare.

C'est Guy Conquet qui anima essentiellement la 2ème partie du spectacle ; de sa voix puissante il entraîna la salle dans des vocales de Gros-ka. Il fut suivi par un jeune groupe de gros-ka moderne qui ne manque pas de talent. Pendant l'entracte, les discussions allaient bon train et des travailleurs passaient regarder les panneaux d'information sur nos positions ou encore passaient à la table de lecture.

Vers 20 h, un petit orchestre local, "les mercenaires" engagea les amateurs à faire quelques pas.

Bref, agréable après-midi culturelle d'où l'enthousiasme n'a pas été absent.

MEETING

VENDREDI

28 FEVRIER 19h30

à la

MUTUALITÉ

pointe à pitre

thème :

les problèmes

de la paysannerie